

VOS ÉLU·ES



Ghislaine SENÉE // Yvelines
Présidente du groupe **Pôle Écologiste**. Commission Réforme territoriale // Commission règlement intérieur // Fédération Nationale des Parcs Naturels Régionaux // CP*.



Laurence ABEILLE // Val-de-Marne
Commission Agriculture et alimentation // Agence Régionale de la Biodiversité.



Julien BAYOU // Paris
Commission Économie Sociale et Solidaire et achats responsables // Suppléant de l'Établissement Public Foncier Régional d'Île-de-France (EPFIF).



Élodie BOUZID // Hauts-de-Seine
Commission Relations internationales et des affaires européennes // Commission Sécurité // Île-de-France Europe.



Kader CHIBANE // Seine-Saint-Denis
Commission Logement et de l'aménagement // Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement // CP*.



François DAMERVAL // Essonne
Commission Administration générale // Commission d'Appels d'Offres // CP*.



Jean-Luc DUMESNIL // Paris
Commission Environnement // Agence des Espaces Verts.



Benoît HAMON // Yvelines
Commission Culture // CP*.



Jacques HULEUX // Seine-et-Marne
Commission Ruralité, de l'artisanat et du commerce // Commission Sports, citoyenneté et vie associative // Parc Naturel Régional du Gâtinais français.



Anne-Claire JARRY-BOUABID // Paris
Présidente de la Commission des Finances et des fonds européens // Institut Paris Région.



Hella KRIBI-ROMDHANE // Essonne
Commission Jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle // Etablissement public foncier d'Île-de-France // CP*.



Annie LAHMER // Val-de-Marne
Commission Santé // Conseil d'Administration du Centre Hubertine Auclert, centre francilien pour l'égalité femmes-hommes // CP*.



Sorayah MECHTOUH // Seine-Saint-Denis
Commission Emploi et de la Formation professionnelle // Commission du Développement Économique et de l'innovation // Jury PMUP.



Charlotte NENNER // Paris et Hauts-de-Seine
Commission Transports et des mobilités // Mission d'information et d'évaluation des surcoûts du projet RER Eole.



Jean-Baptiste PEGEON // Paris
Commission Tourisme // Administrateur au Conseil d'Administration d'IDF Mobilités.



Carine PELEGRIN // Val-d'Oise
Commission Lycées. Commission Enseignement supérieur et de la recherche // Syndicat Mixte d'Aménagement de la Plaine de Pierrelaye (SMAPP).



Roberto ROMERO // Hauts-de-Seine
Commission Famille, de l'action sociale et du handicap // Commission de visionnage long métrage du dispositif d'aide après réalisation.

*CP : Membre de la commission permanente

Cette première année de mandat régional aura été largement éclipsée par l'élection présidentielle et la candidature de la présidente de Région, pourtant tout juste réélue à la tête de l'Île-de-France.

Si elle a brillé par son absence, nous, qui avions préfiguré l'alliance des gauches écologistes et sociales dans la NUPES en regroupant aux élections régionales EELV, Génération·s, Génération Ecologie d'abord, puis les socialistes, les communistes et les Insoumis·es, avons œuvré pour porter haut et fort nos engagements en faveur de l'écologie et de la justice sociale.

Pour le Pôle Écologiste, cette année aura été riche de rencontres avec des acteurs locaux, des collectifs et des associations.

Vous nous avez fait prendre part à vos mobilisations, à vos initiatives vertueuses.

Vous avez témoigné de vos inquiétudes et vous nous avez alerté·es sur des situations inacceptables et périlleuses, face auxquelles l'exécutif régional restait la plupart du temps sourd et indifférent.

Vous retrouverez la grande majorité de ces sujets répertoriés dans la carte centrale du présent document.

Dans l'hémicycle, nous ne cessons de mettre cette majorité de droite face à ses contradictions et de nous opposer à sa politique, ultra sécuritaire, désincarnée et inefficace, qui casse les services publics au profit d'intérêts privés et, souvent, de copinage.

Élu·es d'opposition, nous défendons l'égalité des droits, la préservation de l'environnement, luttons contre l'impact néfaste de projets démesurés, toujours fidèles au mode d'action de notre mouvement politique : répondre aux bouleversements sociaux et environnementaux essentiels.

Aujourd'hui, nous sommes à l'aube d'une échéance majeure et déterminante pour notre région, avec la révision du projet d'aménagement du territoire (SDRIF-E). Plus que 3 ans pour réagir selon le GIEC*. C'est donc une incroyable opportunité pour enfin répondre à l'urgence sociale et climatique.

Continuons de tisser des liens pour redessiner ensemble une nouvelle trajectoire résolument écologiste, inclusive et féministe pour l'avenir de notre Région.

*GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

UN AN DE MANDAT

POLE ÉCOLOGISTE CONSEIL RÉGIONAL - ÎLE-DE-FRANCE



EN ÎLE-DE-FRANCE
SEULEMENT

2%



POLE ÉCOLOGISTE
CONSEIL RÉGIONAL - ÎLE-DE-FRANCE

Retrouvez-nous sur nos réseaux



@PoleEcolo_IDF

poleecolo.idf@gmail.com

POLEECOLO-IDF.FR

→ DU BUDGET SONT CONSACRÉS À L'ENVIRONNEMENT

avec seulement 96 millions d'euros sur un budget total de la Région Île-de-France de 6 milliards d'euros hors financement des investissements "obligatoires" et légaux portés par les régions.

→ DU TEMPS SONT PLEINEMENT DÉDIÉS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

au climat et à la biodiversité, soit 4h47 en séance plénière ou en commission permanente depuis un an, sur près de 141h de débat au sein de l'hémicycle (Séance d'installation et le Conseil régional dédié à l'Ukraine non comptabilisés).

→ DE NOS PROPOSITIONS ONT ÉTÉ ACCEPTÉS

par la majorité régionale soit 5 des 244 amendements déposés par le groupe écologiste lors des conseils régionaux ou de la commission permanente.

...un an sur le terrain avec les Francilien·nes

Méthanisation

Nous œuvrons au développement des énergies renouvelables mais pas à n'importe quel prix. Nous opposant au gigantisme promu par l'exécutif régional, nous avons répondu à de nombreuses enquêtes publiques pour dénoncer cette dérive (Tessancourt-sur-Aubette, (01), Ormoy-la-Rivière, le Perchay (02)). Défenseur·ses d'un modèle concerté, réfléchi, durable et intégré au paysage, nous nous sommes également rendu·es dans plusieurs unités de micro-méthanisation - à Carrières-sous-Poissy (03) ou à Thiverval-Grignon (04).

Biodiversité

Nous nous mobilisons dans tous les territoires contre les projets écocides : la destruction des jardins ouvriers d'Aubervilliers (05) et des roselières de l'île de loisirs Vaires-Torcy (06), les coupes massives de nos forêts (rencontre avec le collectif des forêts d'Île-de-France (07)), du Bois Saint-Martin (08) et d'arbres centenaires comme à Saint-Maur (09). Nous luttons également pour la sauvegarde du champignon de Paris à Évécquemont (10).

Les animaux aussi doivent être protégés, à l'exemple des oiseaux migrateurs de l'île de loisirs des Boucles de Seine (11).

Préservation des terres agricoles

Contre Val Bréon 2 (12), la vente du domaine de Grignon (13), l'installation d'un entrepôt à Allainville-aux-Bois (14), d'un autre - Amazon - à Beauchamp (15), le projet de carrières à Bruell-en-Vexin (16), et, depuis l'origine, contre la destruction des terres du triangle de Gonesse (17). Sur tous les territoires franciliens, le Pôles Écologiste est fortement engagé contre la destruction des terres agricoles par le bétonnage intensif (18).

Aménagement du territoire

Nous nous mobilisons contre les projets de création de prison à Crisenoy (19), de bétonnisation à La Défense, à Septeuil, à la Varenne-Jarcy et à Nanteuil-sur-Marne (20), de viaduc à Athis Mons/Vigneux (21), ou encore contre les projets routiers du Nord-Yvelines (22) qui déforment le territoire et impactent négativement la vie des habitant·es.

Nous avons de (grandes) ambitions pour l'aménagement du territoire francilien et nous travaillons, aux côtés des associations et des citoyen·nes (Débat SDRIF-E à la Biennale d'architecture et de paysage de Versailles (23)) pour impulser un SDRIF-E plus inclusif, écolo et féministe !

Santé environnementale

Incinérateurs d'Ivry (24) ou de Saint-Thibault-des-Vignes (25), pollution de la Seine à Guernes, à Achères (26), terres polluées par les déchets du Grand Paris Express (Saint-Martin-La-Garenne (27) ou Fleury Mérogis (28)), dépollution d'un site radioactif (Nogent-sur-Marne (29)), etc, nous sommes constamment en lien avec des collectifs, des associations ou habitant·es devenu·es "expert·es" des pollutions qu'ils subissent au quotidien.

La santé environnementale est la grande oubliée des politiques régionales : nous sommes là pour en parler et rappeler l'impact des pollutions sonores, de l'air, des sols ou de l'eau, qui fragilisent tant de vies, et notamment celles des plus précaires.

Emploi

Formation et insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (30), soutien aux salarié·es de Carrefour en grève devant le siège à Massy (31), mais aussi audition avec des acteurs et syndicats sur les politiques de l'emploi à Saint-Ouen (32), nous sommes mobilisé·es sur les questions d'emploi, d'insertion et de formation professionnelle.

La Région a également toute sa part à prendre en investissant dans les collectifs de coopératives qui créent de l'emploi tels que les LICOORNES (33).

Transports

La qualité, la fiabilité et la multiplicité des transports en commun sont la clé pour favoriser le report modal, offrir partout des alternatives à la voiture individuelle et permettre de se déplacer dans toute l'Île-de-France. Nous défendons les projets de tram (34), le prolongement de la ligne 10 (34) et celle de la ligne 1 du métro (34) dans le respect des arbres du bois de Vincennes. Nous enquêtons sur les dérives du chantier pharaonique du prolongement de EOLE (35). Nous militons pour de vraies pistes cyclables sécurisées, en participant à la Convergence Vélo IDF (36).

Nous nous opposons à la casse du service public des transports (37) et à la transformation des gares en centres commerciaux (Gare du Nord ou Austerlitz (38)), aux projets de fermeture des guichets (39) et aux écrans vidéos publicitaires en gare (40). Nous luttons contre les projets tout voiture et défendons une ZFE, Zone à Faible Émission, plus juste et plus efficace contre la pollution de l'air.

Culture

Il nous paraît essentiel de choyer des lieux appartenant au patrimoine culturel national mais menacés, comme lors de notre soutien à la Maison Jean Cocteau à Milly-la-Forêt (60) ou en valorisant les talents dont regorgent nos territoires comme à Andrésey (61).

Sports

Nous militons à garantir à toutes et tous l'accès à des installations sportives de qualité en intérieur ou en plein air (Île de loisirs de Port aux Cerises (59)) partout sur le territoire et nous alertons sur la catastrophe écologique, financière et sociale promise par l'organisation des JOP 2024. (59)

Droits et justice sociale

Nos priorités sont de faciliter l'accès à des logements décents pour toutes et tous en interpellant sur des situations de mal logement comme au squat de Montreuil (52), ou dans le bidonville de Saclay (53), à un service hospitalier de qualité (Juvisy / Longjumeau / Orsay (54)), à la formation professionnelle de personnes valides comme en situation de handicap (Pantin (55)), à des temps de détente pour toutes les bourses en nous opposant à l'augmentation des prix des bases de loisirs comme aux Jablines (56). Nous soutenons les droits des personnes minorisées, à travers notamment les actions du Centre de ressources militant et féministe Hubertine Auclert (57) ou en organisant une collecte de denrées alimentaires pour l'Ukraine comme à Cergy (58).

Éducation

Pourtant deuxième compétence régionale, nos lycées publics franciliens souffrent d'un sous-investissement chronique. Parce qu'étudier dans de bonnes conditions doit être un droit, pas un privilège, nous interpellons régulièrement l'exécutif régional sur le cas très préoccupant de certains lycées : 7 mares d'Étampes (41), Camille Claudel de Palaiseau (42), Darius Milhaud du Kremlin Bicêtre (43), Maximilien Perret d'Alfortville (44), Cergy (45), Sarcelles (46), l'Isle-Adam (47), Herblay (48), etc.

Le patrimoine arboré, parfois centenaire, de nos lycées est aussi régulièrement menacé, comme celui de Rosa Parks de Montgeron (49) ou d'Adolphe Chérioux de Vitry-sur-Seine (50).

Nos étudiant·es doivent aussi être soutenu·es, particulièrement celles et ceux qui se retrouvent dans des situations compliquées tels les Sans-Facs de Nanterre restés sans affectation (51).

